

devoir d'intervenir dans l'économie si une telle initiative peut stimuler la croissance et la prospérité économiques.

C'est quelque chose de bien difficile à comprendre au Canada et dans d'autres pays, comme on l'a vu à l'époque de la grande dépression. A ce moment-là, la politique économique traditionnelle de laisser-faire disait que les dépenses gouvernementales devraient être réduites en cas de tendance à la baisse de l'économie. A l'époque, on pensait que le gouvernement avait le devoir de réduire ses dépenses en fonction des recettes restreintes produites pendant une période économique difficile. Ainsi, à mesure que la dépression s'aggravait, le taux de chômage augmentait et les conditions économiques et sociales empiraient.

C'est en 1936 que John Maynard Keynes a écrit *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Il y signalait que, si elle était laissée à elle-même, l'économie du marché sombrerait dans la récession ou la dépression permanente. Il disait que l'État devait combler l'écart et accumuler un déficit au besoin pour injecter le pouvoir d'achat nécessaire dans l'économie. Le président Roosevelt des États-Unis avait écouté attentivement les conseils de Keynes. D'une certaine façon, Roosevelt a appliqué bon nombre des théories de Keynes à ses propres programmes et l'économie des États-Unis a commencé à remonter la pente. La Suède a aussi écouté M. Keynes et appliqué bon nombre des théories qu'il avait énoncées avant celles de 1936. A cause de cela, la dépression en Suède a été relativement faible. La situation dans ce pays n'était pas aussi terrible que dans la plupart des autres nations industrialisées du monde occidental.

L'expérience keynésienne la plus importante a eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale quand le gouvernement a dû faire des emprunts massifs pour financer l'effort de guerre. A cause de cela, l'économie a prospéré et le taux de chômage a baissé de façon dramatique. La question que je veux poser à mon honorable ami est celle-ci. Dans de telles circonstances, aurait-il voulu que le gouvernement n'emprunte pas pour investir dans la capacité de production pour gagner la guerre?

Pendant l'après-guerre, les gouvernements qui se sont succédé ont utilisé pour de courtes périodes les dépenses supérieures au déficit pour lutter contre des moments de chômage et de dépression économique. Cependant, en 1975, le gouvernement a commencé à avoir régulièrement des déficits budgétaires. Pourquoi? A mon avis, depuis 1975, l'économie a commencé à croître plus lentement. A cause de cela, il a fallu effectuer davantage de paiements sous forme de prestations d'assurance-chômage et de bien-être social. Bien entendu, les recettes du gouvernement fédéral ont baissé à cause de taux d'imposition qui auraient dû refléter une économie forte alors que le contraire se produisait. Nous avons donc connu une période économique difficile et cela a entraîné une baisse des recettes fiscales.

A cause de cela, le gouvernement fédéral a instauré toute une gamme de dépenses fiscales. Pour simplifier les choses, je les désignerai sous le nom d'échappatoires fiscales. En 1983, M. Lalonde disait dans son budget: «Le déficit fédéral au cours de la deuxième moitié des années 70 n'était pas dû à une croissance effrénée des dépenses». Il était dû en grande partie à une succession de réductions d'impôt entraînées par la faiblesse de

Dettes nationales

l'activité économique». À diverses reprises, le Conseil économique du Canada a confirmé cette érosion de l'assiette fiscale et la diminution constante des rentrées qui en résultent.

En conclusion, je tiens à préciser que nous ne considérons pas que les déficits soient une bonne chose. Nous ne disons pas que l'état actuel des affaires de notre pays ne mérite pas de sérieuses inquiétudes. Nous devons faire attention à ne pas foncer les yeux fermés sans prendre conscience des responsabilités que nous avons en tant que parlementaires. Le gouvernement doit avoir la responsabilité de reconnaître qu'il peut être nécessaire d'investir en période de vaches maigres. Après tout, n'importe quel homme d'affaires avisé sait que pour faire de l'argent, il faut en investir.

Pour avoir une économie solide, nous devons peut-être investir dans le développement de réseaux de transport, de ports, dans l'aide à de petites entreprises et à des agriculteurs, etc. Autrement dit, le gouvernement doit savoir à certains moments investir de façon à créer la prospérité et la croissance économiques, et à financer cette croissance grâce aux recettes supplémentaires tirées des impôts des particuliers, des taxes de vente, de taxes d'accise et des impôts sur les sociétés.

M. Turner (Ottawa—Carleton): Que le secteur privé le fasse.

M. Riis: Mon collègue dit qu'il n'y a qu'à laisser le secteur privé le faire. Dans bien des cas, je lui répondrais très franchement oui, laissons le secteur privé le faire. Toutefois, le secteur privé nous demande souvent de construire de nouveaux ports, de contribuer à la construction navale, d'aider les agriculteurs et d'aider les petites entreprises, et je pourrais continuer. C'est ce que nous faisons sans cesse à la Chambre. Nous faisons ce que nous pouvons à notre façon pour aider ces divers secteurs de l'économie à aller de l'avant, prospérer et se développer.

M. Orlikow: Cela a coûté combien de construire un chemin de fer jusqu'aux mines de charbon?

M. Riis: Mon collègue mentionne la construction du chemin de fer allant aux mines de charbon de l'ouest du Canada. C'est un bon exemple de dépenses publiques servant à créer un environnement permettant au secteur privé d'entrer en action et de faire son travail.

● (1840)

En résumé, j'ai trois brèves remarques à faire. Nous entendons souvent dire que le déficit est la cause de l'inflation. Cette dernière n'a cessé de diminuer depuis plusieurs années. Le taux d'inflation n'avait pas été aussi bas depuis longtemps, mais le déficit demeure toutefois très élevé. La corrélation dont on nous a parlé n'existe pas vraiment.

On nous a dit que le déficit entraînait la hausse des taux d'intérêt en augmentant la demande sur les marchés monétaires. Le gouverneur Bouey a déclaré lui-même à bien des reprises devant le comité des finances qu'à son avis, le déficit n'augmentait pas la demande et, du même coup, les taux d'intérêt. Nous savons qui établit les taux d'intérêt au Canada. Nous alignons nos taux sur ceux des États-Unis, suivant la politique de la Banque du Canada.